



Prolétaires de tous les pays,  
unissez-vous !

# LA FLAMME

N° 552 du  
Vendredi  
31 Mai  
2024

ORGANE POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE DU BENIN

Rédacteur en Chef : Denis SINDETE

Prix : 300 Fcfa

ISSN 1607-3266 La Flamme (Cotonou) 01 BP 2582 RP COTONOU (Rép. Bénin) Tel: 97263620 Facebook : La Flamme Siteweb: www.la-flamme.org

Dépôt légal N° 552

**Abonnements** : Mensuel : 1.500 FCFA - Trimestriel : 4.000 FCFA - Semestriel : 8.000 - Annuel : 15.000 FCFA

**Abonnements de soutien** : A partir de 400 FCFA / Parution

## Déclaration au Brésil à propos du passé esclavagiste et colonial



# Patrice Talon dédouane ses maîtres

Tournée de reddition de comptes du pouvoir de la rupture

## Un chapelet de mensonges que le peuple rejette

Débats sur la présence des bases militaires  
étrangères au Bénin

Congrès de restructuration du MFLPP

**Les femmes se réorganisent pour  
mieux lutter**

# Que comprendre ?

Déclaration du Parti Communiste du Bénin (PCB)



## Page Inter



Interview de Mohamed Ali Zerouali représentant du Front Polisario en France.

## Le peuple sahraoui reste déterminé à poursuivre sa lutte de libération

## Echos des Régions



**EDITORIAL****Les révolutions patriotiques des pays africains et d'émancipation des peuples noirs dominés sont irréversibles**

La visite de Talon au Brésil a été une fois encore l'occasion pour lui de revenir sur son thème de prédilection, à savoir que les peuples africains et les descendants d'esclaves sont responsables de leurs conditions actuelles d'arriération et de misère. C'est ce que, après ses déclarations en France, en Martinique, Patrice Talon est allé répéter devant le Président Lula du Brésil qui lui, se bat contre les inégalités sociales criardes dont sont victimes les afro-descendants. Les tollés que soulèvent ces propos anachroniques de défense des négriers et colonialistes indiquent que les peuples africains et américains savent de plus en plus détecter les vraies causes des problèmes qui les assaillent et situer leurs ennemis principaux.

Ce mouvement de rejet des mensonges s'observe également à travers l'écho des masses aux tournées de réédition de compte que les tenants du pouvoir de Talon exécutent actuellement dans le pays. Partout, le peuple rejette le chapelet de mensonges ainsi que la provocation de ceux-là qui, comme dit le peuple "sont rassasiés et viennent expliquer à ceux qui ont faim pourquoi ils ont faim".

Toutes ces agitations de Talon et de ses disciples sont peines perdues. Le vent actuel du mouvement patriotique et émancipateur est irréversible.

La Rédaction

**ACTUALITE POLITIQUE****DECLARATION AU BRESIL A PROPOS DU PASSE  
ESCLAVAGISTE ET COLONIAL****PATRICE TALON DEDOUANE SES MAITRES**

Du mercredi 22 au dimanche 26 mai 2024, le Président béninois, Patrice Talon a effectué une visite officielle au Brésil. A cette occasion, dans son discours, devant le Président de la Fédération du Brésil, le corps diplomatique représentant du continent africain, du monde économique, entre autres sujets abordés il déclare : « ...Monsieur le Président..., l'Afrique est faible pas seulement à cause de l'esclavage, pas seulement à cause du colonialisme, l'Afrique est faible par sa faute aujourd'hui. Ce n'est pas parce que l'Afrique a été vidée de son énergie, de son sang, il y a des siècles, ce n'est pas parce que l'Afrique a été colonisée que la faiblesse aujourd'hui de l'Afrique est exclusivement liée à ce passé. C'est trop facile de tenir ce prétexte pour justifier la faiblesse durable, je dirai peut-être éternelle de l'Afrique. Il faut en être conscient. Je suis venu porter ce message ici au Brésil..., il est temps que les Africains, que les Noirs sans oublier le passé ne restent pas enchaînés dans le passé. Il est temps que l'homme noir pris individuellement, que les communautés noires

décident de rentrer dans la compétition en refusant de rester dans les rancœurs du passé. Cela nous affaiblit, cela nous rend vulnérable. Cela fait que nous ne savons pas que nous avons le même potentiel que les autres ; sans oublier les douleurs du passé si nous nous libérons de cet esclavage nouveau qui est notre souvenir, nous allons nous développer... »

Une telle déclaration du Président Talon aurait sa valeur si les effets, de ce passé esclavagiste et colonial avaient disparu, si les inégalités découlant de ce système ne perduraient pas, parce qu'entretenues par la même oligarchie toujours présente. Au Brésil où Talon a tenu ces propos, les conséquences économiques, sociales, sociologiques et psychologiques sont toujours vivaces. Les descendants d'esclaves forment une proportion importante de la population mais n'ont pas les mêmes droits ni les mêmes considérations que les autres. Les Noirs sont marginalisés et méprisés ; au point où Lula qui en est une victime, devenu Président a dû recourir à la discrimination positive pour accorder un certain nombre de quotas aux Noirs pour leur représentation dans les administrations et services de l'Etat fédéral. Il a œuvré pour la prise des mesures d'octroi de bourses d'études aux enfants Noirs. Lorsque Talon passe outre ces réalités sociales et dit qu'il est temps que l'homme noir pris individuellement, que les communautés noires décident de rentrer dans la compétition en refusant de rester dans les rancœurs du passé », il reprend les arguments des négriers et colons que les problèmes des noirs sont dus à leur fainéantise et paresse. "Si vous êtes pauvres, si vous n'avez pas réussi dans la vie, c'est votre faute et non celui du système" dit-il aux millions de noirs brésiliens qui souffrent des séquelles encore brûlantes du système esclavagiste.

Talon est un adepte de ces propos de négrier et de colonialiste. On se souvient que lors de sa visite en Martinique du 13 au 17 décembre 2023 il disait ceci « ... je ne suis pas venu pour remuer le couteau dans une plaie qu'il convient plutôt d'œuvrer à cicatrifier. Les polémiques les plus légitimes, les rancœurs les plus légitimes ne doivent pas nous enchaîner au passé, car elles sont des facteurs de sous-développement ». Ceci n'est qu'une reprise de propos déjà tenus en France dans les locaux du Conseil Economique Social et Environnemental (CESE) le mercredi 15 novembre 2023 qu'il faut oublier le passé esclavagiste et colonial « ,.... Que ce qui a pu se passer il y a 200 ans, 100 ans, 60 ans, que tout cela est bien derrière nous, parce que nous voulons que ça soit derrière nous ; Et que, il n'est pas utile de se cramponner au passé pour polluer les relations actuelles qui sont indispensables au développement communautaire... ».

Le constat est clair, le Président Talon défend le système actuel de domination, de pillage et d'exploitation impérialiste, un esclavage d'un autre type dont il est l'un des exécutants. Il pense étouffer le mouvement panafricaniste qui est aujourd'hui vent debout contre les auteurs de l'arriération de l'Afrique.

En faisant et répétant ces déclarations, Patrice Talon prend le contre-pied du puissant vent de contestation du système barbare qui étouffe les peuples africains et américains et surtout ceux d'ascendance africaine. Mais tout cela est peine perdue. Car les peuples africains et américains savent de plus

en plus détecter les vraies causes des problèmes qui les assaillent et situer leurs ennemis principaux.

Ce mouvement est irréversible et les propos de défense des colonialistes et négriers ne font que situer l'auteur dans le camp de ceux que l'Histoire jettera à la poubelle.

Afi Tossou

## Tournée officielle de reddition de comptes du pouvoir de la rupture

### Un chapelet de mensonges que le peuple rejette

Dans le weekend du 25 mai 2024, la tournée du gouvernement annoncée depuis le 15 mai dernier est enfin entamée dans les différentes régions.

En effet, des délégations constituées depuis Cotonou composées de Ministres, Députés, Maires, la Vice-Présidente Chabi Mariame TALATA, bref les pontes du pouvoir de la Rupture descendent sur le terrain pour "la reddition de comptes" aux populations à la base. Déjà à l'annonce de ses tournées, les voix des citoyens se sont élevées contre le pouvoir en se demandant ce qu'il viendra dire de nouveau alors que c'est lui la cause des maux que vivent les populations. Il apparaissait clair devant le peuple en éveil que ces tournées ont été décidées par Patrice Talon pour tenter de contrer son isolement croissant vis-à-vis des masses.

Alors, malgré le filtrage des participants, les censures des reportages, partout où les masses ont pu s'exprimer, elles ont rejeté les mensonges du pouvoir et mis en avant leurs aspirations pour une autre gouvernance du pays.

C'est ainsi qu'à Allada, tous les discours de l'équipe gouvernementale dirigée par Bio Tchané, Talata et Koupaki ont été balayés par des démentis formels des éléments des masses lors de leurs prises de parole. Ainsi, a Bio Tchané qui a dit que toutes les routes sont faites, un notable répliqua : « Moi, je demanderai au gouvernement, ce qu'on appelle "Programme d'Asphaltage, pardon, venez faire pour Allada. Si vous ne pouvez pas faire pour tout le département, venez faire pour Allada ». Une cheffe traditionnelle a aussi fait savoir son opinion : « j'ai eu trop de difficultés avant d'arriver ici à cause du mauvais état de la route ».

A Parakou, Bio Tchané qui vantait les "prouesses" du pouvoir de Talon, a été ramené aux réalités que vivent les populations. Une femme dit: « le peuple a faim, nos maris ont été abusivement licenciés, les taxes et impôts dans les marchés ont rendu la vie chère et nous sommes ruinées au marché ; on n'arrive plus à se soigner, on meurt ». Un représentant des zemidjans lui déclare : « le vendre affamé n'a point d'oreilles ; les jeunes ont été contraints au chômage par le pouvoir de Talon ce qui a conduit la majorité à se lancer dans le métier de conduite de taxi-moto..., les zemidjans ont faim et me charge de vous dire de supprimer la taxe sur moto, arrêter immédiatement la répression policière sur les axes routiers. Enfin le représentant des producteurs agricoles lui dénonce les mesures prises par le gouvernement pour empêcher le producteur agricole de jouir de ses produits de champs, la

fermeture de la frontière Bénin-Niger, la fermeture des magasins de stockage des graines de soja et de cajou ».

A Djougou, les trois personnes autorisées, en dehors des autorités administratives, à prendre la parole ont tous fustigé les fadaises des émissaires du pouvoir. M. SANI Sourakatou, Président de l'Association de Développement dira : « Au nom de la population, que le Président TALON sache que la promesse faite à Djougou, Djougou est en train de rêver, nous avons tellement senti l'odeur venir qu'à un moment donné, on avait pris un coup de rhume.... l'électrification, au niveau de la SBEE des gens ont fait la demande des compteurs depuis des années ça attend. La pauvreté est là. L'immigration est en train de sévir. Vous allez voir que, chaque fois qu'on ramène des gens, ce sont les populations de Djougou, parce qu'elles n'ont rien à faire. »

Le représentant des notables renchérit : « On nous a annoncé dans cette même salle, que dans le PAG, Djougou aura 8 projets mais jusqu'à présent, Djougou n'a aucun. Que ce qui est promis à Djougou soit vraiment réalisé. La construction de la préfecture, de la cité administrative, est-ce que la construction va commencer oui ou non ?... Huit ans de gouvernance de TALON à Djougou, c'est huit ans de désespoir des populations,... les populations sont confrontées à des problèmes dans tous les secteurs. »

Ailleurs, les désapprobations des populations affamées par le pouvoir de la rupture sont si fortes qu'à certains endroits, ce sont les maires et conseillers triés sur le volet qui ont été autorisés à assister à la reddition des comptes, une véritable mascarade donc.

Partout l'échec du pouvoir est flagrant. Le peuple exprime son rejet du système autocratique affameur et ses aspirations à une autre gouvernance.

Clénon K.



## DECLARATION

### DEBATS SUR LA PRESENCE DE BASES MILITAIRES ETRANGERES AU BENIN : QUE COMPRENDRE ?

Depuis les dernières déclarations du Président Patrice Talon concernant l'exportation du pétrole nigérien par le port de SEME-PODJI et la réplique du premier ministre nigérien, un débat passionné s'est ouvert dans le pays sur la présence ou non de troupes militaires étrangères dans notre pays. On entend tout et son contraire. Des gens qui ont dit A hier disent B aujourd'hui. Des anathèmes sont jetés de part et d'autre. Dans cette confusion générale qu'entretiennent le pouvoir, ses maîtres et ses zéloteurs, il est important de prendre les problèmes à la racine. Pour cela, il faut se poser la question de savoir comment se pose le problème des bases



étrangères dans notre pays pour démêler le vrai du faux et remettre chacun à sa vraie place.

1) C'est bien avant la colonisation que la France a installé à Cotonou, une base militaire qui servira à la lutte contre le roi BEHANZIN. Cette base sera maintenue après la colonisation comme cela a été le cas dans toutes les colonies françaises. Après les indépendances de 1960, la France maintiendra des bases dans toutes ses anciennes colonies au sud du Sahara sauf dans des pays comme la Guinée et le Mali. Ces bases permanentes sont encore présentes aujourd'hui dans certains pays comme le Sénégal, la Côte-d'Ivoire, le Gabon et Djibouti.

2) En octobre 1963, une révolution populaire renverse le Président Maga. Le Gouvernement français, surpris par les événements, tente de fragiliser le nouveau pouvoir en s'appuyant sur le Gouvernement du Niger dirigé par le Président Hamani Diori qui provoque un conflit frontalier autour de l'île de l'Eté ; tout cela dans le but de rétablir le pouvoir d'Hubert Maga. Des milliers de Béninois seront expulsés du Niger pour compliquer la tâche du nouveau gouvernement Béninois. En février 1964, de jeunes militaires Gabonais renversent par la force le Président Léon M'BA. Le général de Gaulle demande à l'armée française présente au Gabon d'intervenir pour rétablir son protégé dans ses fonctions ; ce qui fut fait. Cette immixtion flagrante dans les affaires intérieures du Gabon provoqua une indignation générale en Afrique et au Dahomey d'alors en particulier. Le Président AHOMADEGBE qui n'avait déjà pas apprécié le comportement de l'armée française pendant le renversement de MAGA, ordonna en tant que Chef du Gouvernement chargé de la Défense et de la sécurité intérieure, aux troupes françaises présentes au Dahomey, de plier bagages. Il mit ainsi fin à la présence de la base militaire française dans notre pays.

3) En mettant fin à l'existence de la base militaire française, le Président AHOMADEGBE n'avait pas rompu les accords militaires avec la France. C'est ainsi que depuis, il y a toujours eu des conseillers militaires français dans les ministères, la Présidence et des instructeurs militaires français dans notre pays sans que quelqu'un parle de bases militaires.

4) En décembre 1991 le Premier ministre du Togo assiégé par les troupes d'Eyadema demanda à la France de venir à son secours. Celle-ci envoya 300 militaires à Cotonou pour aller à son secours. Une fois les soldats arrivés à Cotonou : le ministre français des affaires étrangères de France déclare : **« Les 300 soldats qui ont débarqué à Cotonou le 2 décembre, ont pour seule mission la protection des locaux de l'ambassade de France à Lomé. »** Trois mois après leur arrivée, l'armée française a commencé à se croire en terrain conquis à Cotonou et s'est déclarée en prépositionnement. Le Parti Communiste du Bénin a sorti, en février 1992, un document pour demander leur départ immédiat. Ce document qui indiquait que la terre de Béhanzin et de Bio Guerra ne servira pas de refuge aux soldats du Colonel Dodds, eut un grand retentissement dans le pays et souleva notre peuple d'indignation. Les soldats français durent plier bagages.

5) Depuis là, ni sous le Président Nicéphore SOGLO, sous KEREKOU 2 et 3, sous BONI YAYI, personne n'a plus jamais parlé de présence de bases françaises dans notre pays. Tout le monde sachant faire la différence entre instructeurs militaires et bases militaires. Le problème a commencé à se poser le 17 février 2022 où tout le monde a été surpris de constater la

présence du Président Talon à la réunion de l'Elysée aux côtés de Macron, BAZOUM et où il s'agissait de définir les nouvelles destinations de Barkhane après son renvoi du Mali.

6) Après cette réunion, le PCB a publié le 22 février 2022 un communiqué dans lequel on pouvait lire : *« Quelques jours plus tard, des faits et actes posés par le Président Talon attestent qu'il a livré notre pays à la France coloniale pour le retour des troupes de Dodds pour une recolonisation de notre patrie. En effet, Talon a participé au sommet de l'Elysée pendant lequel le chef de l'impérialisme français, le Président Macron a annoncé officiellement le départ des troupes françaises et européennes du Mali et leur redéploiement au Niger, au Burkina Faso et dans les pays du Golfe de Guinée. Le Communiqué publié à ce sujet le 17 février avant le sommet Europe-Afrique et qui mentionne qu'il s'agit de pays demandeurs a été signé par Talon pour la République du Bénin. Depuis lors, toutes les chaînes et médias français citent à l'envie le Bénin comme territoire d'accueil des troupes d'occupation françaises dans la lutte soi-disant contre le terrorisme dont il serait également victime. »* Tout le premier semestre de l'année 2022, tout le monde scrutait la destination finale de Barkhane. Le bruit courait que des militaires de Barkhane étaient au Bénin. C'est alors que l'ambassadeur de France au Bénin intervint le 14 juillet 2022 pour dire : **« Il n'y a pas de base française au Bénin et il n'est pas prévu qu'il y en ait. Les militaires français que vous pouvez occasionnellement croiser, avec leurs camarades béninois, sont à l'exception d'une poignée de coopérants, de passage, soit pour assurer des formations, soit pour organiser les flux logistiques de l'opération Barkhane que les autorités béninoises facilitent. »**

7) C'est alors que le 6 octobre 2022, dans une Adresse solennelle à Patrice Talon, le PCB déclare : **« De nos investigations, à propos de la présence des forces françaises au Bénin, il nous est revenu que les troupes françaises Barkhane se trouvent bel et bien au Bénin dans le département de l'Alibori ; plus précisément à Kandi, chef-lieu de ce département ; c'est dans l'enceinte du camp militaire de Kandi. Le camp est situé dans le 2<sup>ème</sup> Arrondissement de la ville. Le domaine actuellement occupé par les Français fait partie du domaine du camp militaire auparavant occupé par les infrastructures des militaires béninois. Ce domaine n'était pas clôturé sur les côtés Sud-Nord-Est ; c'est seulement sur le côté Ouest qu'un pan de mur a été élevé. C'est de façon précipitée qu'un mur a été élevé sur le côté Nord et ceci à l'annonce du débarquement des forces françaises. Ce côté fait bordure avec une voie très fréquentée par les populations. Elle conduit à Ségbana. A l'intérieur du camp militaire, un espace a été clôturé en matériaux définitifs et tout le long de la clôture de fils barbelés. Dans l'enceinte de cette clôture, une trentaine de tentes a été installée. Elles servent de dortoirs, de réfectoires, de cuisines aux occupants français. On note aussi l'installation d'un centre émetteur pouvant servir de radio. Les militaires béninois sont interdits d'accès à ce camp français. Une guérite a été ouverte du côté Nord de la clôture rien qu'à l'usage des militaires français. Les pistes d'atterrissage de l'aérodrome de Kandi ont été aménagées par les militaires français. Des avions militaires atterrissent régulièrement sur cet aérodrome avec des matériels des militaires à convoyer dans le camp des forces armées françaises. Un aérodrome construit dans le Parc W servirait également de piste d'atterrissage des avions militaires français. Une autre partie des militaires français serait basée**



en permanence dans le Parc... Des manœuvres militaires françaises se déroulent régulièrement à la sortie Est de Kandi après le quartier appelé « Kandi-Fort ». Elles se font entre 00h et 04 heures du matin ; d'autres dans la journée. Elles se traduisent par le survol à basse altitude du territoire de Kandi par des avions militaires français.

Selon les mêmes informations recueillies, des convois de véhicules militaires français sont aperçus transportant des djihadistes vers un camp d'entraînement. Autrement dit, ce seraient les Français qui entraîneraient les djihadistes pour perpétrer des attaques mortelles et meurtrières contre nos braves soldats et populations. »

8) C'est à partir de là que la polémique a enflé dans le pays. Le porte-parole du gouvernement déclare qu'il y a : « **plutôt sur l'ensemble du territoire béninois des points avancés fortifiés et de petits camps militaires destinés à sécuriser le pays et à lutter contre le terrorisme.** » Et il ajoute qu'il n'y a que des instructeurs français et non des bases militaires. Le 14 juillet 2023, l'Ambassadeur de France au Bénin revient à la charge et déclare sur BIP Radio : « **la France et le Bénin font face à un même ennemi : le terrorisme, le djihadisme. Il y a donc une coopération entre les deux pays pour contrer la menace... Ce sont des groupes de 3 à 12 qui restent juste durant 15 jours, qui font une formation, un entraînement avec leurs camarades béninois dans tel ou tel domaine. Ces formations peuvent être des formations qu'on appelle les Ecoles nationales à vocation régionale. ...une quarantaine de Français a séjourné en 2022 à TANGUIETA mais il n'y a pas de base militaire française au nord du Bénin. Des militaires français ont également entraîné des soldats béninois à Kandi face à la lutte contre la menace djihadiste** ».

9) Ce que tous ces démentis et ces déclarations suggèrent, c'est que tout ce que le Gouvernement du Bénin et l'ambassadeur disent, rentrent bien dans la nouvelle conception de ce que doivent devenir les bases françaises en Afrique selon la nouvelle doctrine de la France. En effet, Emmanuel Macron déclare le 27 février 2023 à la veille d'un voyage en Afrique : « **Au fond, la logique, c'est que notre modèle ne doit plus être celui de bases militaires telles qu'elles existent aujourd'hui. Demain, notre présence s'inscrira au sein de bases, d'écoles, d'académies qui seront cogérées, fonctionnant avec des effectifs français qui demeureront, mais à des niveaux moindres et des effectifs africains qui pourront aussi accueillir, si nos partenaires africains le souhaitent et à leurs conditions, d'autres partenaires. Conformément aux échanges que j'ai eus ces dernières semaines avec mes homologues, cette transformation débutera dans les prochains mois sur le principe même de la co-construction, avec une diminution visible de nos effectifs et, de manière concomitante, une montée en puissance de la présence dans ces bases de nos partenaires africains.** » Voilà qui est clair. Les bases ancien style, bases militaires entendues comme déclare le Porte-parole

du Gouvernement, « **un ensemble d'équipements modernes impressionnants et qui devraient être aussi installés** » c'est terminé. Et le Président Emmanuel Macron de déclarer publiquement devant les ambassadeurs de France le 28 août 2023 : « **Et dans le cadre de la loi de programmation militaire, le ministre et le CEMA (le Chef d'Etat-Major des Armées) ont proposé un schéma totalement différent sur lequel nous allons aller encore plus loin. Il est indispensable de poursuivre ce chemin avec là aussi de nouveaux partenaires : le Bénin, pour n'en citer qu'un dans la région du Golfe de Guinée, le Kenya avec lequel aussi nous bâtissons de nouvelles opérations régionales et en nous appuyant sur des forces régionales permettant d'assurer la sécurité.** » Le problème c'est que les peuples africains ne veulent plus de bases étrangères sur leur sol, qu'elles soient ancien ou nouveau style. Ce sont ces bases nouveau style que le chef d'Etat-Major des Armées françaises, Thierry Burkhard est venu dans notre pays visiter les 8- 9 décembre 2023 pour, selon RFI « parler de la coopération militaire entre les deux pays ... Le pays pourrait-il être le prochain point de chute de l'ex-mission Barkhane ? » insinue la même source -RFI.. Personne ne peut croire, en tout cas, que cet important personnage soit venu au Bénin si ce n'est pour régler de grands problèmes. Lui-même ne démentira pas l'existence de base militaire française (opérationnelle) au Bénin, en insistant sur le fait qu'il n'y a pas de base permanente comme en Côte-d'Ivoire, Sénégal ou Gabon.

10) On en était là quand, dans un article en date du 3 janvier 2024, le Wall Street Journal indique que les Etats-Unis négocient avec trois pays, la Côte-d'Ivoire, le Ghana et le Bénin en vue d'implanter des bases de drones militaires dans ces pays. Cette installation aurait pour objectifs, de : « **contrer les groupes djihadistes et les influences de la Chine en Afrique de l'Ouest** ». Et l'article d'ajouter : « Ces pays, bien que relativement stables et prospères, font face aux risques de retombées de la présence de groupes djihadistes dans la région du Sahel, notamment au Mali, au Burkina Faso et au Niger ». Le 16 mars 2024, le CNSP (Gouvernement de Transition du Niger) dénonce l'accord d'installation des troupes américaines au Niger. Et on voit les Américains commencer à faire la cour à Patrice Talon pour s'installer chez nous et ceci avec la visite de Michael Langley, le chef du commandement militaire américain pour l'Afrique (Africom).

11) Quand après le renversement de BAZOUM, la France a voulu intervenir au Niger par CEDEAO interposée, tout le monde a vu le zèle déployé par Patrice Talon face au profil bas qu'observaient beaucoup d'autres Chefs d'Etat de la région. Or tout le monde connaît les liens séculaires qui unissent nos deux pays et surtout l'imbrication de l'économie de nos deux pays. Dès la prise des décisions de la CEDEAO, c'est Patrice Talon qui s'est mis en avant pour menacer le Niger et décréter la fermeture de notre frontière. Au Nigéria, le Parlement s'est réuni et a émis son veto à l'intervention. Tous les gouverneurs des Etats frontaliers du Nigéria avec le Niger se sont opposés à



la guerre. Tous les anciens présidents vivants étaient contre la guerre. Très vite, le Nigéria qui est la plus grande puissance militaire de la région, apparaissait comme le ventre mou de l'opération. La France ne pouvait donc que compter sur Patrice Talon pour réussir son opération. Au Bénin, si tout le peuple béninois était contre cette aventure, aucune institution n'a osé s'opposer à Patrice Talon. Le Président de l'Assemblée Nationale, Louis VLAVONOU a poussé l'obéissance servile jusqu'à déclarer que le Président n'a pas besoin de l'avis de l'Assemblée pour faire la guerre au Niger. L'intervention militaire devenant de plus en plus impossible, la CEDEAO a dû reculer en abandonnant ces menaces d'interventions. Or tout le monde a entendu un responsable des services secrets français déclarer que maintenant qu'ils ont quitté le Sahel, ils ont le loisir d'organiser des actions clandestines contre ces pays.

12) N'est-il pas normal dans ces conditions que les autorités du Niger rechignent à ouvrir leur frontière avec le Bénin. Comme le déclarait récemment l'Alliance pour la Patrie : « - De l'Existence ou non de bases militaires françaises au Bénin. L'Alliance Pour la Patrie (APP) à maintes reprises, a soutenu l'existence de bases militaires françaises au Bénin ; bases militaires entendues non point, comme déclare le Porte-parole du Gouvernement, « **un ensemble d'équipements modernes impressionnants et qui devraient être aussi installés** » mais comme des points d'appuis et d'entraînements opérationnels de militaires français dans des campements de notre pays. Autrement dit, des points de regroupement des militaires français sur notre sol pour des opérations diverses. La déclaration du Porte-parole du Gouvernement de notre pays reconnaissant qu'il y a « **plutôt sur l'ensemble du territoire béninois des points avancés fortifiés et de petits camps militaires destinés à sécuriser le pays et à lutter contre le terrorisme** » signifie-elle autre chose que ce que nous avançons ? Car en effet, ces « petits camps militaires destinés à sécuriser le pays et à lutter contre le terrorisme » sont encadrés par quels instructeurs ?

13) Tout le flou entretenu sur cette question n'aurait pas droit de cité si nous avions un vrai Parlement qui avait obligé le Gouvernement de Patrice Talon à publier l'accord du 17 février 2022 à l'Élysée avec Emmanuel Macron et qui sert de base à l'installation de troupes étrangères dans notre pays. En dehors de la publication de cet accord qu'Emmanuel Macron a déclaré avoir signé avec Patrice Talon, toutes les tentatives d'unir le peuple sur des bases chauvines (contre le Niger, soi-disant « Etranger » !) sont vouées à l'échec. Notre peuple est viscéralement attaché à sa souveraineté et ne veut pas de bases étrangères contre ses propres intérêts et contre ceux des peuples frères surtout celui du Niger.

Cotonou, le 30 mai 2024

Le Parti Communiste du Bénin

## MOUVEMENT DES FEMMES POUR LA LIBERTE AU PEUPLE ET LE PROGRES SOCIAL (M.F.L.P.P.)

04 B.P. 0143 Cadjèhoun - Cotonou - Tél. : 97334126 / 97728065  
Enregistré sous le n° 93-6 / MISAT/DAI/SAAP-ASSOC du 27 janvier 1993

### Congrès de restructuration

#### COMMUNIQUE FINAL

Le congrès pour la restructuration du MFLPP s'est tenu à Cotonou (Bourse du travail), le samedi 25 mai 2024 sous le thème « **Participation des femmes aux luttes pour la fin du système autocratique affameur et pour un pouvoir patriotique et démocratique au service du peuple** ». Il a connu la participation des déléguées de tous les départements du Bénin. A l'ouverture du Congrès la présidente du Comité d'organisation Madame Emma ATINKPAHOUN a souhaité la bienvenue aux honorables invité(e)s et aux déléguées. Elle a présenté le programme de la journée et insisté sur la nécessité pour les femmes de s'organiser mieux dans les différents secteurs d'activité qui les occupent en agissant par des formes de luttes appropriées pour arracher la satisfaction de leurs revendications. C'est ainsi qu'elles pourront ensemble avec les hommes, leurs maris, leurs enfants et le peuple terrasser le pouvoir autocratique affameur et asseoir un pouvoir patriotique et de probité au service du peuple et des femmes.

Après ce discours en fon, traduit en français et dans les langues nationales Dendi et Batonnou notamment, les invités ont été priés de délivrer leur message. Dans l'ensemble, ils ont salué, félicité et encouragé les congressistes pour leur détermination à aller de l'avant et vaincre puis souhaité pleins succès au congrès. Après le remerciement aux invités les congressistes ont écouté le rapport moral qui a été ensuite débattu. Les débats très riches ont souligné les avancées notables dans le mouvement émancipateur des peuples et des femmes de par le monde avec l'humanisme triomphant qui rejette le racisme et les discriminations, les inégalités avec plus de respect et de dignité pour les femmes qui luttent pour le progrès social et l'amélioration des conditions de vie et de travail de tous. Dans notre pays, le pouvoir autocratique ne pense qu'à l'aggravation des conditions de vie des femmes et du peuple à travers une politique de ruine et de faim planifiée avec la destruction des outils de travail des couches populaires en plus des impôts et taxes iniques qui les écrasent. Les femmes disent non et se battent contre.

A l'issue des débats, des motions, résolutions ont été adoptées, notamment les motions sur le rejet des taxes iniques, sur la santé et la politique de réduction des naissances, sur les bases militaires étrangères et le conflit Bénin-Niger. Une importante décision a été prise dans le sens de la restructuration pour que le MFLPP devienne une fédération des

organisations des femmes couvrant tous les secteurs d'activité professionnelle où les femmes travaillent, se battent pour vivre et exister.

C'est pour arriver à cet objectif qu'un nouveau Bureau Exécutif a été élu avec en son sein des coordinatrices pour chaque département pour que d'ici à la fin de l'année 2024, un congrès sanctionne la réalisation de cette fédération. Ce Bureau Exécutif est dirigé par Madame Emma ATINKPAHOUN.

Le Congrès de restructuration a pris fin après l'adoption du communiqué final et ceci dans la ferveur et la détermination des femmes à poursuivre les luttes avec plus de hardiesse dans une organisation renforcée et plus forte pour la victoire.

Cotonou, le 25 mai 2024

Le congrès.

## Page Inter

Interview de Mohamed Ali Zerouali représentant du Front Polisario en France

Le peuple Sahraoui reste déterminé à poursuivre sa lutte de libération

**1** . Peux-tu nous rappeler ce qui s'est passé en 1975 lorsque l'Espagne a quitté le Rio de Oro qu'elle colonisait et lorsque Hassan II a organisé la « marche verte » ?

En 1975, l'Espagne a été contrainte de mettre fin à sa colonisation du Sahara occidental, une région qu'elle occupait depuis le début du 19ème siècle. Le déclenchement de la lutte armée contre le colonialisme espagnol dans cette région avait eu lieu le 20 mai 1973, après plusieurs tentatives pacifiques de résistance, toutes réprimées violemment par le régime franquiste.

Au lieu d'organiser un référendum d'autodétermination comme exigé par l'ONU depuis 1963, l'Espagne a signé, le 14 novembre 1975, les « Accords tripartites de Madrid » avec le Maroc et la Mauritanie, sous les auspices des États-Unis. Ces accords partageaient le territoire du Sahara occidental entre ces deux pays sans consultation des Sahraouis.

Simultanément, le roi Hassan II du Maroc a orchestré la « marche verte », une opération présentée comme pacifique mais qui, en réalité, visait à détourner l'attention internationale de l'invasion militaire conjointe des armées marocaine et mauritanienne du Sahara occidental. Cette action a conduit à l'occupation du nord du territoire par le Maroc et du sud par la Mauritanie.

Le Front Polisario, qui venait de chasser l'Espagne, espérait l'aide de ses voisins marocains et mauritaniens dans sa lutte contre le colonisateur. Cependant, face à cette nouvelle invasion, il n'a eu d'autre choix que de résister par tous les moyens à ces nouveaux envahisseurs. Après le retrait officiel du dernier soldat espagnol du Sahara occidental, le 27 février 1976, le Front Polisario a proclamé la République arabe sahraouie démocratique (RASD), aujourd'hui reconnue par 83 pays et membre fondateur de l'Union africaine.

**2. Comment s'explique la complicité de presque toutes les organisations politiques marocaines avec le roi dans cette affaire ?**

À l'étranger, la question du Sahara occidental est souvent perçue comme une cause nationale au Maroc, transcendant les clivages politiques. Cependant, la réalité est plus complexe. Dans les années 70, pour le Roi Hassan II, la guerre au Sahara occidental était avant tout un moyen d'éloigner l'armée marocaine du Palais Royal et de détourner l'attention de la situation politico-économique interne. En plus de l'exploitation des richesses naturelles de la région, cette guerre servait de manœuvre de diversion. Toute personne ou formation politique osant remettre en cause la thèse officielle risquait sa vie, tant physique que politique.

Le célèbre opposant Abraham Serfaty a passé 27 ans en prison pour avoir eu l'audace de déclarer devant un tribunal qu'il soutenait le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Ses camarades du parti de gauche "Ila Al Amam" (En avant) ont été contraints de fuir à l'étranger. Ainsi, loin de croire que le roi Hassan II et son fils Mohamed VI ont su mobiliser un consensus national autour de cette question, il s'agit en réalité d'un régime de terreur qui n'accepte aucune remise en cause de sa thèse officielle.

**3. La France est un ferme soutien du Maroc, comment analyses-tu cela ?**

Le soutien inconditionnel des gouvernements français au Maroc, sur les plans militaire, diplomatique et économique, a considérablement influencé le processus de décolonisation du Sahara occidental. Sans cette assistance, il est probable que la décolonisation aurait été achevée depuis longtemps. Récemment, le nouvel ambassadeur français au Maroc a publiquement reconnu que la France avait envoyé des avions Jaguar pour bombarder les colonnes des combattants sahraouis en 1976 et 1977. Par ailleurs, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la France n'a jamais cessé de faire pression pour éviter que le Conseil de sécurité n'exerce de contraintes sur le gouvernement marocain afin qu'il respecte la légalité internationale. En fait, c'est même le gouvernement français qui a été à l'origine de la soi-disant proposition marocaine d'autonomie.

Lors de sa récente visite au Maroc, le ministre français du Commerce extérieur a annoncé l'intention du gouvernement français d'investir et de financer des projets dans les zones occupées du Sahara Occidental. Si cette initiative se concrétisait, elle constituerait un soutien direct à l'occupation par le Maroc du territoire sahraoui, en violation flagrante du droit international et européen. La France est parfaitement consciente que, selon l'ONU, le Sahara Occidental est un territoire non autonome et que le peuple sahraoui a droit à l'autodétermination et à la souveraineté sur ses ressources. Par conséquent, toute exploitation de ces ressources doit se faire avec le consentement du Front Polisario, le représentant unique et légitime du peuple sahraoui. De même, la justice européenne a reconnu que le Maroc et le Sahara Occidental sont deux entités distinctes et que toute activité économique dans le territoire sahraoui doit être négociée avec le gouvernement sahraoui.



Ignorer ces principes revient à soutenir directement l'occupation illégale du Sahara Occidental par le Maroc, ce qui constitue une violation manifeste du droit international et européen. Le peuple sahraoui espère que la France, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité et défenseur des droits de l'homme et des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, agira en faveur de la paix et de la stabilité dans la région. Il est impératif que le gouvernement français protège ses intérêts économiques et autres dans la région tout en respectant les droits fondamentaux du peuple sahraoui et le droit international. La paix et la stabilité, qui bénéficient à tous, ne peuvent être obtenues au détriment des droits humains élémentaires du peuple sahraoui et des principes de droit international.

#### **4. Aujourd'hui, comment vivent les Sahraouis qui sont sous domination marocaine ?**

Les Sahraouis vivant sous occupation marocaine font face à de nombreuses difficultés. Ils subissent des discriminations économiques et sociales, et leurs droits fondamentaux sont fréquemment bafoués. Les manifestations pacifiques en faveur de l'autodétermination sont souvent réprimées avec violence, et les militants sahraouis sont régulièrement arrêtés, emprisonnés ou harcelés. L'accès à l'emploi, à l'éducation et aux soins de santé est également limité pour les Sahraouis, qui vivent souvent dans des conditions précaires.

Les prisonniers politiques sahraouis subissent les pires sévices et tortures de la part de la police marocaine. Les éliminations et tentatives d'élimination des activistes sahraouis sont monnaie courante. Plusieurs fosses communes, contenant des centaines de dépouilles de victimes mortes sous la torture et enterrées anonymement sans autre forme de procès, ont été découvertes. Aujourd'hui, ce genre d'éliminations continue de se produire dans la plus totale impunité, comme le prouvent les nombreuses tentatives d'assassinat dont a été victime Madame Sultana Khaya durant son année d'assignation à résidence au sein de sa demeure familiale dans la ville occupée de Boujdour. Le Maroc a transformé les territoires occupés du Sahara Occidental en une prison à ciel ouvert, où les observateurs, les journalistes et les avocats indépendants sont interdits d'accès. Les forces d'occupation marocaines torturent moralement et physiquement les détenus politiques, œuvrant à leur élimination insidieuse par manque de soins et de nourriture suffisante. Formularbeginn

#### **5. Y a-t-il des combattants du Front Polisario présents au Sahara occidental ? Quelle est leur activité ?**

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 6 septembre 1991, fruit de négociations directes entre le Maroc et le Front Polisario sous l'égide de l'ONU, un mur de sable, érigé par le Maroc, de plus de 2700 km, équipé de systèmes de surveillance sophistiqués, d'armements lourds, de champs de mines et surveillé par plusieurs centaines de soldats marocains, divise le Sahara occidental entre les territoires occupés par le Maroc et les zones libérées. Ces dernières sont sous le contrôle des combattants sahraouis du Front Polisario. Jusqu'au 13 novembre 2020, leur activité était principalement défensive, visant à protéger ces territoires et à résister à l'occupation

marocaine. Cependant, depuis cette date, les combats ont repris entre les deux parties.

Contrairement à une idée répandue, ce n'est pas le Front Polisario qui a rompu le cessez-le-feu en vigueur depuis 1991, mais bien l'armée marocaine qui a agressé des civils sahraouis le 13 novembre 2020. Ces derniers manifestaient pacifiquement contre l'ouverture illégale d'une brèche dans la zone tampon d'El-Guerguerat, au sud-ouest du Sahara occidental. Le Front Polisario a simplement réagi à cette violation du cessez-le-feu, ainsi qu'au silence assourdissant du Conseil de Sécurité. Le peuple sahraoui, pacifique, s'est vu contraint à la guerre, se plaçant ainsi en légitime défense. Les premiers responsables de la reprise des hostilités sont incontestablement le régime marocain, suivi de près par la communauté internationale, en particulier le Conseil de Sécurité, qui n'a rien entrepris pour contraindre les autorités marocaines à respecter leurs engagements et le cadre de la légalité internationale. En résumé, la reprise de la lutte armée a de nouveau été imposée au peuple sahraoui.

#### **6. Des Sahraouis vivent dans des camps de réfugiés en Algérie : Quelle est leur vie et quels sont leurs espoirs ?**

Les Sahraouis vivant dans les territoires libérés et dans les camps de réfugiés Sahraouis principalement dans les environs de la ville algérienne Tindouf, endurent des conditions de vie très difficiles. Ils dépendent largement de l'aide humanitaire internationale pour leur survie. Malgré ces conditions précaires, les réfugiés sahraouis restent résilients et organisés, avec des structures sociales, éducatives et politiques en place. Leur principal espoir est de pouvoir retourner un jour dans un Sahara occidental libre et indépendant. Ils aspirent à un avenir où ils pourront vivre en paix, avec la reconnaissance de leurs droits et de leur identité.

#### **7. Où en est-on aujourd'hui ? Quelles perspectives existent pour la libération du Sahara occidental ? Quel rôle joue l'ONU ?**

Aujourd'hui, la situation du Sahara occidental demeure bloquée, malgré les efforts diplomatiques. Le processus de paix, mené sous l'égide de l'ONU, est au point mort, avec le Maroc refusant toute solution incluant un référendum sur l'indépendance. L'ONU maintient une mission de maintien de la paix, la MINURSO, qui n'a cependant pas réussi à faire progresser de manière significative les négociations.

Les perspectives de libération du Sahara occidental dépendent d'une pression internationale accrue sur le Maroc pour qu'il accepte une solution juste et durable, respectant le droit des Sahraouis à l'autodétermination. Le Front Polisario, représentant le peuple sahraoui, reste déterminé à poursuivre sa lutte de libération par tous les moyens légaux reconnus par la légalité internationale.

**Interview tirée du N° 875 29/05/2024 du Parti Révolutionnaire des Communistes de France**